

# Synthèse des Débats des Assises du Climat

---

Organisées par  
Pierre CALAME et  
Armel PRIEUR

# 9 visio-conférences de 2H du 11 Février au 8 Avril 2021

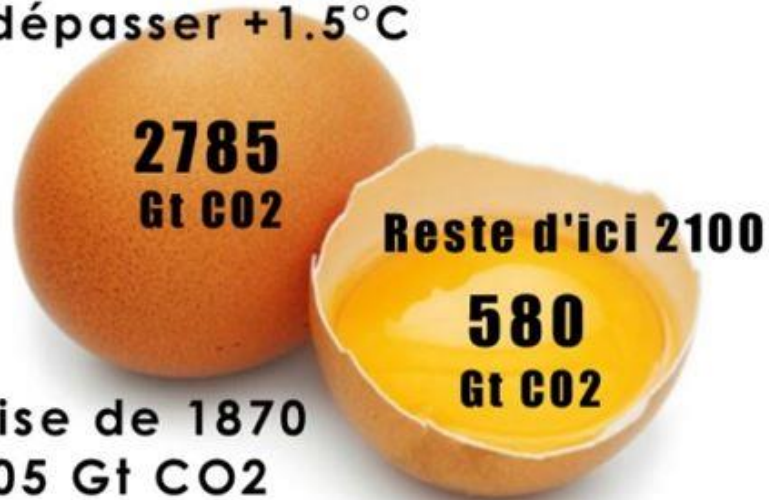
Une tribune dans Ouest France en Novembre 2020 pour lancer le débat

Une centaine de participants par séance

Intervention de 60 Experts

- Le Directeur Général du Climat au Conseil Européen
- La Directrice Générale adjointe de la DG CLIMA Européenne
- La Présidente de la Région Bourgogne Franche Comté
- La Présidente du Haut Conseil pour le Climat
- Une ancienne Ministre de l'Environnement
- Le Président de l'Ademe
- Le Co Président du groupe des Verts au Parlement Européen
- Un ancien Vice Président du GIEC
- Des conseillers Environnement de grandes métropoles ( Paris, Lyon, Nantes )
- Le Directeur de l'école d'Economie de Toulouse
- Le créateur de la Chaire Economie du Climat
- Plusieurs deutes Européens et Français
- Plusieurs Représentants de la Convention Citoyenne pour le Climat
- Des responsables d'associations et collectifs sur l'Environnement
- ...

Budget défini par le GIEC\*  
en émissions depuis 1870  
pour ne pas dépasser +1.5°C



Quantité émise de 1870  
à 2019 : 2205 Gt CO<sub>2</sub>

Emissions mondiales en 2019 : 42GtCO<sub>2</sub> (chiffres SDES)

$580/42 = 14$ ans d'émissions au rythme actuel !

Il faudrait baisser les émissions de 6 à 10% par an au lieu de +1%

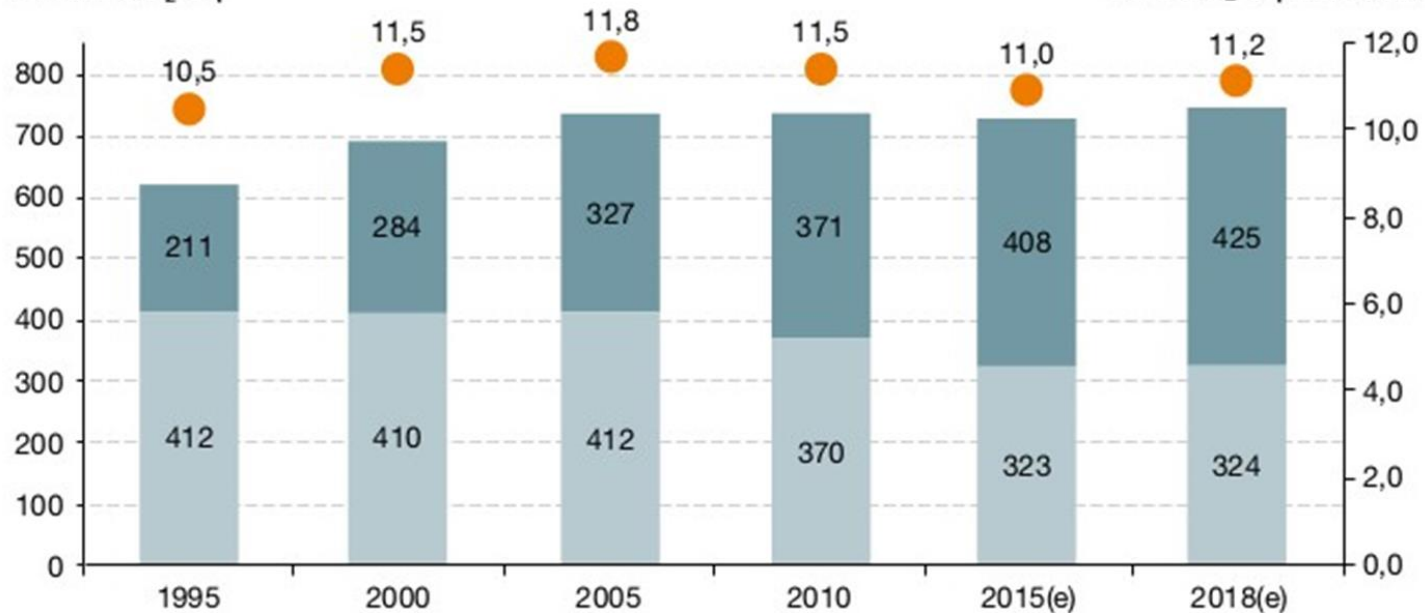
\*selon rapport GIEC "Summary for policy makers, 2018" p.14

EN  
INTRODUCTION  
UN GRAND  
CONSTAT  
MONDIAL ET  
NATIONAL ISSU  
DU 1<sup>ER</sup> DÉBAT

## ÉVOLUTION DE L'EMPREINTE CARBONE

En Mt CO<sub>2</sub> éq

En t CO<sub>2</sub> éq/habitant



■ Émissions associées aux importations (hors importations ré-exportées) en millions de tonnes de CO<sub>2</sub> éq

■ Émissions intérieures (ménages et activités économiques intérieures hors exportations) en millions de tonnes de CO<sub>2</sub> éq

● Émissions moyennes annuelles par habitant en tonnes de CO<sub>2</sub> éq

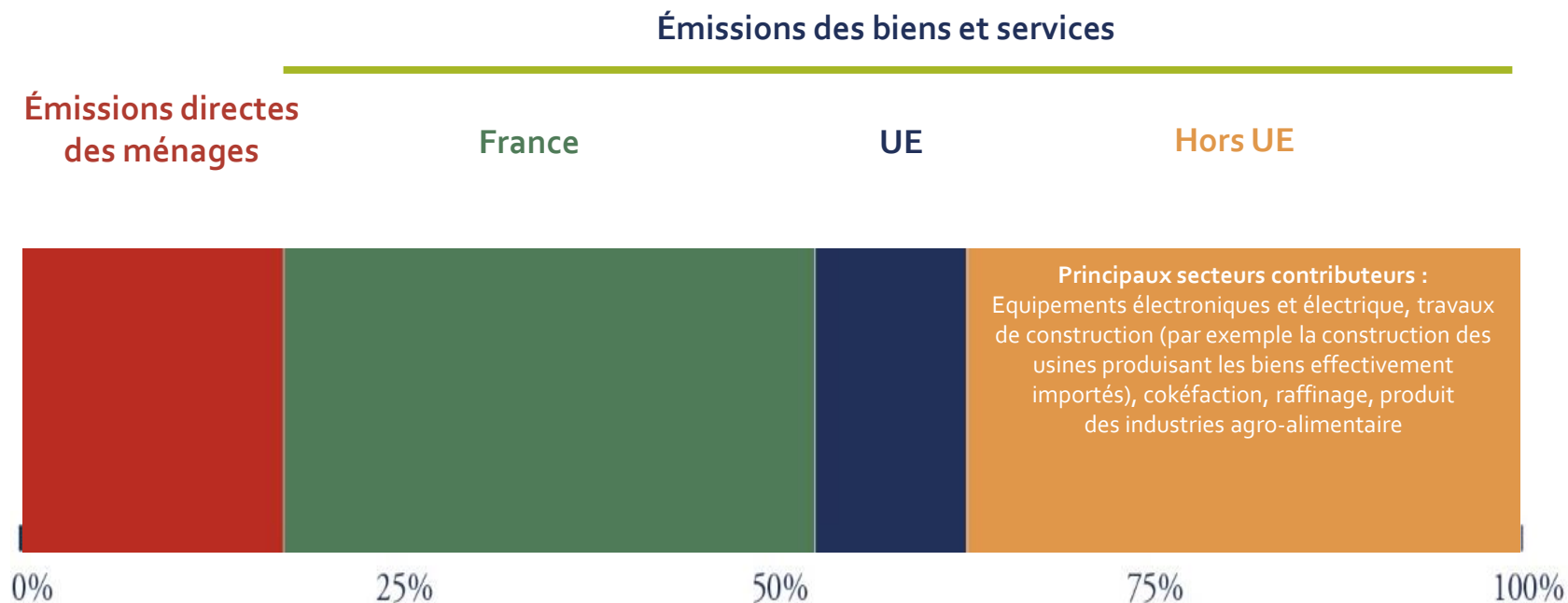
Source : Data-Lab, Commissariat général au développement durable\_Édition 2020 « chiffres clés du climat »

L'EMPREINTE CARBONE EST INCONTESTABLEMENT LE PLUS COMPLET ET COHERENT OUTIL DE MESURE DE NOTRE OBLIGATION DE RÉSULTAT A LA DIFFERENCE DE CE QUE L'ON PEUT ENTENDRE ELLE N'A PAS REGRESSÉ MAIS AUGMENTÉ DE 10% EN 30 ANS SOUS L'EFFET DU DOUBLEMENT DE NOS ÉMISSIONS IMPORTÉES

POUR TENIR LES ENGAGEMENTS DE LA COP<sub>21</sub> ELLE DOIT SUBIR AU NIVEAU NATIONAL UNE RUPTURE RADICALE DE 80% DE BAISSÉ D'ICI 2050

# Maîtriser l'empreinte carbone de la France est possible en réduisant les émissions importées

Près de la moitié des émissions de l'empreinte carbone sont émises hors France

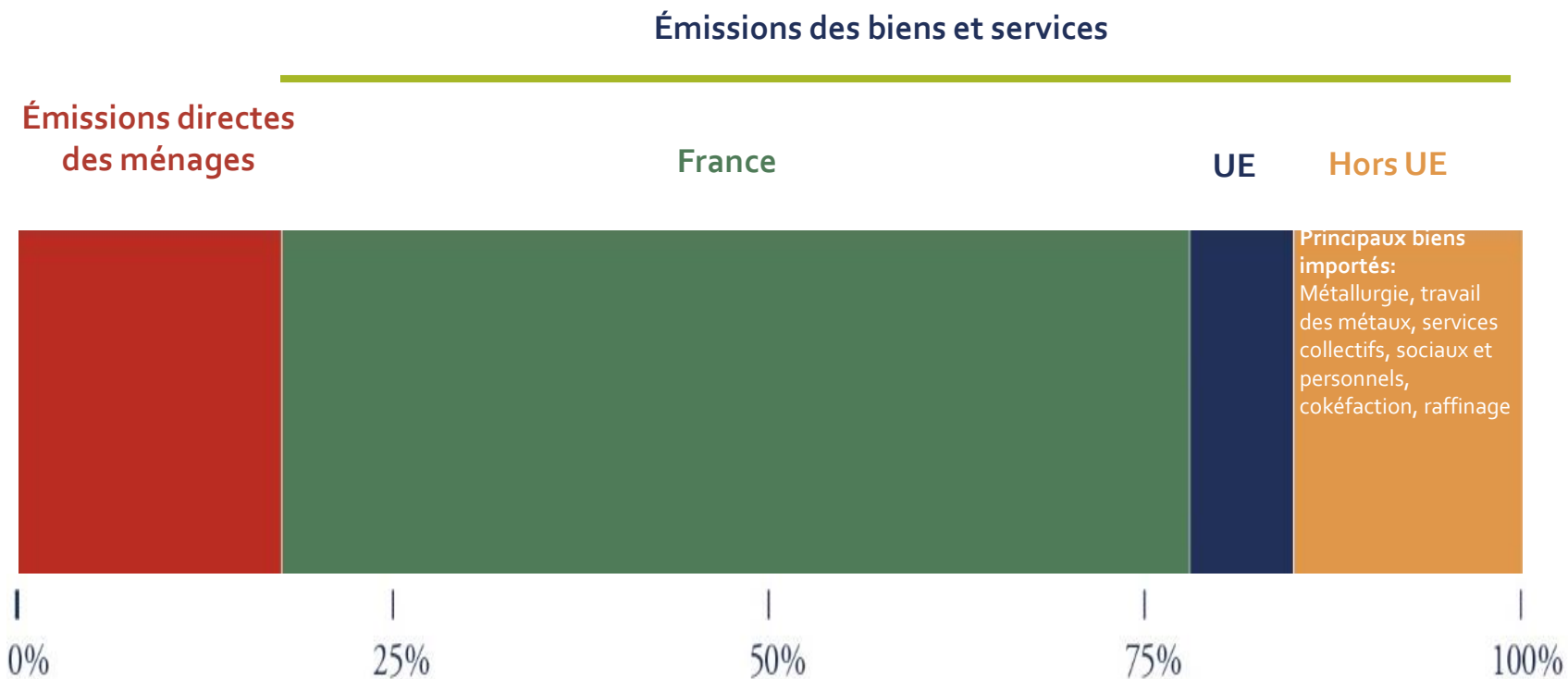


Émissions composant l'empreinte carbone de la France, 2011

Source : Traitement du Rapport du Haut Conseil pour le Climat 2020 d'après Malliet (2020)

# Maîtriser l'empreinte carbone de la France est possible avec des prises de décisions nationales

Plus des  $\frac{3}{4}$  des émissions de l'empreinte carbone sont liées aux décisions d'acteurs français



Émissions « Produits France » selon le dernier lieu de dernière transformation, 2011

Source : Traitement du Rapport du Haut Conseil pour le Climat 2020 d'après Malliet (2020)



**3 questions à  
résoudre pour  
passer  
d'obligations  
de moyens  
à une  
obligation de  
résultat**

Quelle Gouvernance mettre en place pour mesurer et annuler notre empreinte carbone

en quoi consiste la responsabilité de nos sociétés vis à vis du climat et comment l'assumer ?

quelles politiques mettre en place pour assumer notre obligation de résultat ?

## 9 thèses se sont dégagées des débats

en quoi consiste  
la responsabilité  
de nos sociétés  
vis à vis du  
climat et  
comment  
l'assumer ?

1. La responsabilité principale découle de notre niveau de vie
2. Nous devons réduire notre empreinte écologique à 2 tonnes par an d'équivalent CO<sub>2</sub> par habitant de l'UE soit 5% minimum de réduction annuelle de cette empreinte jusqu'en 2050
3. Cette obligation de résultat doit avoir une traduction juridique. :  
**Proposition : une Convention européenne des responsabilités humaines**
4. Le bon niveau politique auquel définir notre obligation de résultat est l'Union Européenne
5. Comme leader du combat l'Union Européenne doit s'imposer cette obligation de résultat et promouvoir une mondialisation de la responsabilité
6. Plusieurs échéances nationales, européennes et mondiales seront décisives d'ici 2022
7. Seule une gouvernance à multi-niveaux permettra de coordonner les efforts entre EU, Etats et Régions
8. La réduction de l'empreinte écologique passe par l'émergence de filières durables et équitables.
9. La mise en œuvre de l'obligation de résultat impliquera de réviser les a priori de notre doctrine économique



quelles  
politiques  
mettre en place  
pour assumer  
notre obligation  
de résultat ?

### 3 familles de solutions complémentaires à mettre en œuvre

1. **le « signal prix »**. C'est la solution « naturelle » pour les économistes classiques. Si on veut réduire l'empreinte écologique, donc la demande de produits dont l'empreinte écologique est élevée, il faut augmenter par des taxes sur les produits le prix des émissions évaluées en équivalent CO<sub>2</sub>, si possible à un rythme annuel prévisible sur dix, vingt ou trente ans
2. **la combinaison de stratégies « sectorielles »**. On passe en revue les émissions de chaque acteur et on cherche par une combinaison d'investissements, d'innovations, de prises de conscience, de réglementation, à réduire les émissions sur la base de scénarios techniques pluriannuels qui montrent « tout ce qu'il serait possible de faire »
3. **des quotas individuels d'équivalents CO<sub>2</sub>** sont alloués annuellement à chaque citoyen et le quota se réduit d'année en année de 5 à 6 %. Ce sont alors les citoyens qui prennent les commandes du navire et qui, par la nécessité où ils sont que l'empreinte écologique cumulée de leur consommation n'excède par leur quota, influenceront directement, par leur vote et par leurs choix de consommation, les stratégies des entreprises, des États et des collectivités territoriales, y compris l'effort d'innovation technique.

quelles  
politiques  
mettre en place  
pour assumer  
notre obligation  
de résultat ?

## Historique de chaque famille

### ✓ le « signal prix »

Débatte depuis plusieurs décennies, cette stratégie s'est heurtée à de nombreuses résistances ou a révélé des effets pervers : croissance des inégalités sociales ; délocalisation des activités industrielles.

### ✓ la combinaison de stratégies « sectorielles »

Ce sont ces stratégies qui sont dominantes depuis trente ans. Dans la pratique, elles n'ont jamais été à la hauteur des résultats escomptés. Le nouveau Pacte Vert européen, les propositions en France de la Convention Citoyenne sur le Climat, la loi « Climat et résilience » qui en est issue et, plus anciennement, les stratégies « bas carbone » appartiennent tous à cette famille. La question principale que l'on se pose à leur sujet : si depuis trente ans elles sont incapables d'atteindre les résultats escomptés, qu'est-ce qui fait penser que cette fois elles réussiraient ?

### ✓ des quotas individuels d'équivalents CO<sub>2</sub>

Cette solution, qui implique de rompre avec plusieurs des dogmes de l'économie classique, n'a jamais été réellement mise en œuvre.

quelles  
politiques  
mettre en place  
pour assumer  
notre obligation  
de résultat ?

## 4 critères pour comparer les 3 familles de solutions

1. **y-a-t-il véritablement obligation de résultat** et à quelle échelle géographique ? le rationnement des émissions de gaz à effet de serre est-il effectivement assumé ?
2. **est-ce bien l'empreinte écologique totale de la société comprenant les importations qui est prise en compte ?**
3. **l'exigence de justice sociale est-elle respectée ?** Sans cela, dans le contexte actuel de croissance des inégalités, les sacrifices demandés à la société pour préserver le climat et les conditions de vie des générations futures ne seront pas acceptés. Les solutions permettent-elles un réel découplage entre le développement du bien-être de tous et les émissions de gaz à effet de serre ?
4. **comment tous les acteurs, à commencer par les citoyens, se trouvent-ils mobilisés, dans un vaste effort collectif de transformation de l'économie et de la société ?**

**Le document de synthèse des Assises du Climat vous détaille pages 11 à 17 comment les 3 familles de solutions sont évaluées à l'aune de ces critères**

# Les premières suites à donner aux Assises

Il faut, à l'initiative de différents réseaux, multiplier les groupes de citoyens au niveau local pour se saisir de ces questions et leur permettre de se nourrir des réflexions ici réunies.

La Conférence sur le futur de l'Europe va s'ouvrir. Elle doit faire une place significative à l'échange entre les citoyens eux-mêmes. Il faudra veiller à la nourrir avec les matériaux et les conclusions des Assises

Les réseaux de régions de villes et de territoires, comme le Comité des régions, Énergycities ou Climate Chance devraient unir leurs efforts pour mettre en débat au plan local la capacité des territoires à penser et conduire une transition systémique et pour défoncer le double plafond de verre

La Primaire Populaire s'ouvre au bon moment pour que l'on puisse y apporter la contribution des Assises et mettre en avant un changement de paradigme avec la mise en place d'une obligation de résultat



## En Conclusion

Après le sommet virtuel organisé par Joe Biden à l'occasion de la Journée de la Terre, le 22 avril dernier, cet article

<https://www.courrierinternational.com/une/urgence-climatique-le-new-scientist-lance-un-cri-du-coeur-pour-le-climat>

résume bien le challenge qui attend l'humanité au début du XXIème siècle.

Souhaitons que le New Scientist soit entendu à l'aube de la COP26 à Glasgow .

Il n'y aura sans doute pas d'autre chance pour nos sociétés de changer la Donne.

Nous savons déjà malgré tout que notre capacité d'adaptation sera primordiale pour faire face au Réchauffement Climatique